

DÉFIS ET OPPORTUNITÉS DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES SUR L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES IVOIRIENNES

KPANGBA Boni Hyacinthe,

Enseignant-Chercheur, Université Alassane Ouattara,
bonihyacinthe@gmail.com

NOGBOU Orphée Marcelle,

Doctorante en Sciences de la communication, Université Alassane Ouattara, nogbouorpheemarcelle@gmail.com

YAPI Georges Harold,

Docteur en Sciences de la communication, Université Alassane Ouattara, haroldyapi2000@gmail.com

Résumé

Dans un contexte marqué par l'expansion du numérique et la persistance des inégalités de genre, cette étude vise à interroger l'impact réel des TIC sur l'autonomisation économique des femmes en Côte d'Ivoire, plus précisément dans la ville de Bouaké et ses environs. Elle adopte une démarche mixte qui associe enquête statistique et analyse documentaire. L'étude a révélé des usages informels innovants chez les jeunes femmes mais aussi une exclusion marquée chez les plus âgées, en raison de barrières éducatives, culturelles et institutionnelles. Les données ont mis en évidence un déficit de médiation numérique, un manque de structuration des dispositifs d'accompagnement, et une invisibilisation des pratiques féminines dans les modèles de développement. L'analyse valide les hypothèses de départ tout en soulignant les limites liées à l'infrastructure et à l'absence d'indicateurs genrés. Revaloriser les savoirs situés et intégrer le genre comme pouvoir structurant sont des conditions indispensables pour faire du numérique un levier de développement inclusif et durable.

Mots-clés : autonomisation de la femme, genre et développement, technologies numériques, développement inclusif, Côte d'Ivoire.

Abstract

In the context of increasing digital penetration and persistent gender disparities, this study explores the real impact of digital technologies on the economic empowerment of women in Côte d'Ivoire, particularly in Bouaké and surrounding areas. Using a mixed-method approach that combines quantitative data with documentary analysis, the research highlights the contrasting realities of access and use among different female populations. While younger women demonstrate innovative informal practices, older and less educated women remain digitally excluded due to cultural, educational, and infrastructural barriers. The findings reveal a lack of structured support systems and gender-sensitive policies. This paper argues that without integrating gender as a structural power and valuing local knowledge, digital technologies may deepen existing inequalities rather than bridge them.

Keywords : women's empowerment, gender and development, digital technologies, inclusive development, Ivory Coste.

Introduction

Dans les reconfigurations économiques et sociales qui traversent l'Afrique subsaharienne contemporaine, la question de l'inclusion économique des femmes s'impose comme un enjeu central, à la croisée des dynamiques de développement, de justice sociale et d'équité. En Côte d'Ivoire, cette problématique revêt une acuité particulière à l'heure où l'économie numérique s'impose comme l'un des moteurs majeurs de transformation des sociétés (BAD, 2015 ; LaRose, 2016 ; Pitseys, 2017). Comme le souligne Loukou (2012b), l'appropriation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ne constitue pas un simple transfert technologique, mais implique une recomposition profonde des rapports sociaux et économiques à l'échelle locale.

Bien que les politiques publiques ivoiriennes et les stratégies internationales affichent clairement leur volonté de promouvoir l'autonomisation des femmes à travers les TIC (Goh, 2024, p. 102-137 ; Ministère de l'Économie, du Plan et du Développement, 2023), les effets réels sur le terrain restent contrastés. Autrement dit, le passage de l'intention politique à une transformation tangible dans la vie des femmes demeure incertain, voire inégalement observable. D'où la question centrale qui guide cette étude : Dans quelle mesure les technologies numériques participent-elles à l'autonomisation économique des femmes ivoiriennes, en tenant compte des freins structurels, culturels et éducatifs qui conditionnent leur appropriation ?

Cette interrogation s'inscrit dans un contexte où, depuis une quinzaine d'années, de nombreuses initiatives - portées par des institutions gouvernementales, des organisations internationales et des acteurs locaux - visent à réduire les inégalités de genre par le numérique (OCDE, 2019 ; ONU, 1987 ; Vendramin, 2011). Pourtant, malgré ces efforts, un écart persistant entre les ambitions politiques et les réalités sociales demeure.

L'analyse de la littérature révèle en effet une fragmentation des approches. Les contributions d'Afrobarometer (2019), de la GSMA (2020) ou de Riquet & Bin-Humam (2018) documentent les inégalités d'accès aux infrastructures numériques, notamment entre zones urbaines et rurales. Toutefois, l'étude des usages concrets, des effets socioéconomiques différenciés, et surtout des processus d'appropriation par les femmes reste encore marginale. Même dans les programmes phares comme le mobile money, souvent présenté comme un levier d'inclusion financière, des tensions entre innovation et exclusion persistent (Sagna, 2006).

À ces limites s'ajoute un angle mort majeur : les dimensions socioculturelles, les représentations genrées et les dynamiques identitaires qui influencent l'appropriation des technologies par les femmes restent largement sous-explorées. C'est dans ce sens que

l'approche communicationnelle prend tout son sens : elle permet de relier les données objectivables aux récits situés, d'articuler les pratiques aux représentations, et d'interroger les rapports de pouvoir symboliques qui façonnent les usages du numérique.

La présente étude propose donc une lecture transversale, à la fois critique et contextualisée, de l'impact des TIC sur les trajectoires économiques féminines en Côte d'Ivoire. Elle s'appuie sur une double méthodologie mêlant analyse documentaire des politiques publiques et enquête statistique de terrain, menée auprès de femmes entrepreneures urbaines et rurales dans la région de Bouaké. L'hypothèse centrale postule que les TIC peuvent contribuer à la réduction des inégalités de genre, à condition que leurs conditions d'appropriation soient analysées à partir des contraintes réelles des femmes : barrières éducatives, normes sociales, logiques d'exclusion infrastructurelle.

De ce fait, cette étude vise à identifier les dynamiques d'usage, les obstacles rencontrés, mais aussi les formes de résilience et d'innovation informelle, afin de proposer des leviers d'action adaptés. En tant que discipline, la communication permet d'analyser ces tensions entre promesses de modernité et logiques d'exclusion, en mobilisant des grilles de lecture centrées sur les médiations, le sens, les pratiques langagières et les rapports de pouvoir. Ce cadre offre une perspective critique pour repenser les modèles de développement actuels, encore trop technocentrés et androcentrés.

Sans verser dans un déterminisme technologique, cette étude entend recentrer la figure de la femme ivoirienne au cœur du débat sur l'innovation et l'inclusion numérique, non comme bénéficiaire passive, mais comme actrice stratégique de recompositions économiques, sociales et culturelles. Ce positionnement analytique entend nourrir le débat scientifique tout en contribuant à des propositions opérationnelles pour renforcer l'ancrage local et genre des politiques numériques.

1. Cadre méthodologique de l'étude

1.1. Contexte et approche générale

Dans le cadre de cette étude, une approche mixte a été privilégiée. Celle-ci a associé des méthodes quantitatives à une analyse documentaire qualitative, dans le but de produire une compréhension nuancée des dynamiques d'appropriation des TIC au sein des trajectoires féminines. L'étude mobilise trois cadres théoriques complémentaires : la théorie de la diffusion de l'innovation (Rogers, 1962), utile pour comprendre les dynamiques d'adoption technologique ; la théorie du comportement planifié (Ajzen, 1985), permettant d'expliquer les intentions d'usage ; et la théorie des réseaux sociaux (Granovetter, 1973), pour analyser le rôle des liens faibles dans les formes d'appropriation informelle. À ces approches s'ajoute la lecture proposée par Tianet Goh (2024), qui envisage le genre comme un pouvoir structurant, en interaction avec les autres systèmes d'organisation sociale.

1.2. Échantillon et procédure de collecte

L'enquête de terrain a été réalisée auprès d'un échantillon aléatoire stratifié de 100 femmes ivoiriennes, réparties dans la ville de Bouaké et ses zones périphériques rurales. La diversité socioprofessionnelle et résidentielle des participantes constituait un critère central dans la structuration de l'échantillon.

- **Tranche d'âge** : de 15 à 75 ans. Cela intègre à la fois les jeunes en formation et les femmes en activité (ou non) ou retraitées.
- **Milieux de vie** : zones urbaines, rurales et zones intermédiaires (mobilité entre les deux).
- **Niveaux de scolarisation** : partant du non-scolarisé au niveau universitaire.
- **Profils d'alphanumerisation** : hétérogènes, ce qui reflète des niveaux d'éducation et de maîtrise numérique très variés.

- **Secteurs d'activité** : élèves, étudiantes, enseignantes (du primaire, du secondaire et du supérieur) ; commerçantes, agricultrices, ménagères, femmes du secteur informel, etc.

Certaines participantes ont été contactées grâce à des relais communautaires, associations locales et structures éducatives. Aucune discrimination n'a été opérée en fonction du statut social ou professionnel, afin de garantir une représentativité adaptée aux objectifs exploratoires de l'étude. Les données collectées ont ensuite été anonymisées pour éviter des biais cognitifs.

1.3. Instruments de mesure et collecte des données

La collecte s'est appuyée sur :

- Un **questionnaire structuré** à questions fermées et semi-ouvertes, administré en présentiel et en version numérique. Il portait sur :
 - Les usages des TIC dans les activités économiques ;
 - Les bénéfices perçus (revenus, opportunités, visibilité professionnelle) ;
 - Les obstacles rencontrés (infrastructure, formation, normes sociales) ;
 - Les parcours d'accès aux outils numériques et aux formations.
- Une **analyse documentaire** qualitative portant sur des politiques publiques, rapports d'organisations internationales, et articles scientifiques relatifs à l'inclusion numérique et aux innovations générées en Afrique de l'Ouest.
- Quelques **entretiens exploratoires** informels auprès d'actrices locales clés, notamment des formatrices en numérique et des responsables associatives, pour enrichir le cadrage terrain. Les témoignages ont été codés manuellement selon des axes thématiques préalablement définis, puis intégrés à l'analyse globale.

1.4. Méthodes d'analyse des données et variables étudiées

Les données quantitatives issues des questionnaires ont été traitées avec le logiciel Sphinx (version iQ 2), choisi pour sa capacité à produire des analyses claires, accessibles et pertinentes dans le cadre d'enquêtes socio-communicationnelles. Les analyses ont été menées selon une démarche descriptive (fréquences, moyennes, croisements) et exploratoire, afin de dégager des tendances générales et des corrélations significatives entre les variables sociodémographiques et les usages technologiques.

Les données qualitatives ont été explorées par analyse thématique inductive, qui nous a permis de dégager des catégories récurrentes autour des représentations de l'autonomisation, des stratégies de contournement des freins, et des formes hybrides d'usage des TIC. Ce qui a eu pour conséquence de dégager les variables suivantes à étudier :

- **Variable dépendante** : degré d'autonomisation économique (mesuré à partir de critères tels que revenus, diversification des activités, accès aux services financiers numériques).
- **Variables indépendantes** : niveau de scolarisation, milieu de résidence, accès aux TIC, nature de l'activité économique.
- **Variables de contrôle** : âge, situation matrimoniale, nombre d'enfants, exposition aux formations numériques.

2. Résultats de l'étude

Les résultats présentés ici ne se limitent pas à une lecture descriptive. Ils traduisent une réalité sociale complexe, faite d'appropriations différencierées, de fractures d'accès, mais aussi

d'initiatives invisibles qui témoignent d'un potentiel à capitaliser. Cette étude met ainsi en lumière les inégalités structurelles et culturelles qui freinent l'inclusion numérique des femmes, tout en révélant les bases nécessaires pour une autonomisation économique durable et inclusive.

Les résultats se présentent comme suit :

2.1. Caractéristiques des participantes

L'échantillon se compose de 100 femmes âgées de 15 à 75 ans, issues de milieux urbains, ruraux et intermédiaires autour de Bouaké. Cette diversité sociogéographique permet de capturer les variations d'usages et d'accès aux TIC selon les profils sociaux, éducatifs et économiques. Les participantes se répartissent entre femmes non scolarisées, commerçantes, agricultrices, enseignantes, étudiantes et travailleuses du secteur informel. Ce choix d'échantillonnage pluriel permet de poser un diagnostic représentatif et pertinent des écarts d'inclusion numérique, tout en soulignant les enjeux d'équité dans les politiques d'autonomisation. De ce fait, les résultats globaux se déclinent dans le tableau qui suit :

Tableau 1 : Récapitulatif des principaux indicateurs liés aux femmes

INDICATEURS	VALEUR ABSOLUE / POURCENTAGE	SOURCE
Population féminine nationale (2025)	15 062 087	(GlobalPopulations.Com, 2025)
Jeunes femmes (16-35 ans)	10 817 025	(Institut National de Statistiques, 2021)
Taux d'alphabetisation des femmes (15+)	42,6 %	(Institut National de Statistiques, 2021)
Taux d'analphabétisme des femmes rurales (15+)	74 %	(Ehouman, 2024 ; Institut National de Statistiques, 2021)
Femmes chefs de ménage	19,3 %	(Institut National de Statistiques, 2021)

Femmes dans la fonction publique	35,4 %	(MFFE, 2021)
Part des femmes dans la région de Bouaké (Gbéké)	≈ 53 % de la population locale	(Institut National de Statistiques, 2021)

Source : notre conception

Cette diversité reflète les inégalités d'opportunité et de littératie numérique qui structurent l'économie féminine ivoirienne. Elle permet aussi d'identifier des groupes cibles pour les futures politiques publiques.

2.2. Accès et usages des TIC

- 61 femmes (soit 61 %) ont déclaré utiliser au moins un outil numérique dans leur quotidien économique.
- Les jeunes femmes (moins de 35 ans) sont les plus actives en ligne, notamment via les réseaux sociaux comme WhatsApp et Facebook pour vendre, présenter ou négocier leurs produits.
- En revanche, 39 femmes (39 %) affirment ne pas avoir accès à Internet ou ne pas savoir utiliser un téléphone de manière fonctionnelle.
- Le taux de non-utilisation est particulièrement élevé chez les femmes non scolarisées, vivant en situation de précarité éducative ou isolées géographiquement.

Ces données révèlent à la fois un réservoir d'innovation féminine chez les jeunes connectées et un risque d'exclusion numérique généralisée pour les femmes les plus vulnérables. L'étude pourrait ainsi d'envisager un ciblage des actions de formation, de médiation et d'équipement, en priorisant les zones et les groupes les plus en retard.

2.3. Niveau de formation et perception du numérique

- Même parmi les femmes les plus instruites (enseignantes-recherchées), peu ont bénéficié d'une formation pratique en numérique.
- Le numérique est perçu comme élitiste par une majorité des participantes, en particulier celles ayant un faible niveau d'alphabétisation.
- En zone rurale, l'usage du téléphone mobile reste limité à la fonction vocale. Les outils comme Internet, les applications de messagerie ou les paiements numériques sont peu connus ou mal maîtrisés.

Ces résultats montrent que l'accès à l'école ne garantit pas l'inclusion numérique. La fracture ne se limite pas au matériel mais touche aussi les représentations, la confiance et l'adaptation des contenus. Il est urgent d'imaginer des dispositifs pédagogiques contextualisés, adaptés aux besoins réels des femmes, pour sortir d'une conception technocentré de la transformation numérique.

2.4. Fracture générationnelle et éthique comme limite à l'autonomisation

- Seulement 18 femmes (18 %) estiment que les TIC ont eu un impact positif clair sur leurs revenus.
- Les obstacles majeurs identifiés sont : manque de formation, coût élevé des appareils, pression sociale, et absence de structures d'accompagnement.
- Les jeunes femmes adoptent rapidement les outils numériques, mais sans cadre éthique, ni soutien structuré.
- Aucune répondante n'a identifié l'existence d'un centre local d'alphabétisation numérique ou de médiation ciblée pour les femmes dans leur zone.
- Plusieurs participantes évoquent des dérives liées aux usages numériques : marchandisation du corps, exposition involontaire ou mal maîtrisée sur les réseaux.

Cette fracture générationnelle est moins une affaire d'âge que de contexte d'encadrement. Le manque de dispositifs locaux (espaces

numériques, encadrement communautaire, régulation) fragilise les usages, en particulier chez les jeunes femmes. L'étude alerte ainsi sur la nécessité de repenser l'accès au numérique comme une question de justice sociale et de sécurité des femmes.

3. Discussions

Les résultats obtenus dans le cadre de cette étude confirment l'hypothèse centrale selon laquelle les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent jouer un rôle fondamental dans le processus d'autonomisation des femmes, à condition que soient levés les freins à la fois éducatifs, culturels, économiques et structurels. L'ensemble des observations issues de l'analyse des données fait apparaître une réalité sociale contrastée, dans laquelle coexistent des dynamiques d'innovation portées par certaines jeunes femmes et des formes persistantes d'exclusion, notamment dans les zones rurales. Ces résultats permettent de dégager des axes d'analyse qui interpellent autant les politiques publiques que les paradigmes de communication pour le développement.

3.1. Analyse des résultats généraux et interprétation

L'analyse des données met en lumière une forte polarisation entre, d'une part, une jeunesse féminine urbaine et périurbaine relativement connectée, utilisant les outils numériques pour se promouvoir ou entreprendre, et d'autre part, une majorité de femmes, en particulier rurales, qui restent en marge du numérique. Ce contraste générationnel et cognitif ne peut être réduit à une simple différence d'âge. Il découle de rapports sociaux inégalitaires ancrés dans des dimensions plus profondes : alphabétisation, accès à la scolarisation, représentations sociales, norme genrée et asymétries de pouvoir. À Bouaké, les résultats font apparaître une stratification très marquée des usages numériques selon les contextes sociaux, éducatifs et territoriaux.

Ce constat s'accompagne d'une dénonciation implicite de l'absence d'infrastructures de médiation et de formation adaptées. Les femmes les plus instruites, y compris les enseignantes-chercheuses, n'ont souvent reçu aucune formation pratique sur les outils numériques. Cette situation pose la question de l'appropriation professionnelle des TIC, de leur utilité dans les trajectoires d'autonomisation, mais aussi de la construction d'une capacité d'agir dans un environnement technologique. Ainsi, comme le souligne Pitseys (2017), il est dangereux de considérer les TIC comme de simples instruments techniques d'inclusion. Elles doivent être appréhendées dans leurs ancrages sociaux et leurs usages situés. Goh (2024, p.102-137) complète cette analyse en définissant le genre comme un "septième pouvoir", structurant les rapports sociaux, à l'instar des pouvoirs classiques définis par Montesquieu (Feldman, 2010 ; Olivesi, 2024) et les extensions contemporaines décrites par Burke (Balle, 2014), Ramonet (2003) et Scheepmans (2021).

La mise en perspective de cette théorie avec les résultats de terrain révèle une double dynamique. D'une part, les femmes rurales restent écartées de l'espace numérique, faute de reconnaissance, d'encadrement et d'accès à la formation ; d'autre part, les jeunes urbaines réinventent des formes de participation à l'économie numérique par des pratiques informelles (WhatsApp commerce), sans toutefois accéder à une reconnaissance institutionnelle. Le genre, dans cette configuration, doit être pensé comme une grille de lecture transversale permettant de saisir les asymétries d'accès, de pouvoir et de représentation dans les dynamiques de transformation digitale.

3.2. Articulation aux modèles d'adoption

L'analyse des usages féminins à Bouaké s'inscrit partiellement dans la théorie de la diffusion de l'innovation (Rogers, 1962). Les jeunes femmes urbaines apparaissent comme des « adoptrices précoces » capables d'intégrer des outils numériques à des fins

commerciales ou relationnelles. Toutefois, cette dynamique reste très contextuelle. Elle s'estompe lorsque l'on prend en compte les dimensions sociales, éducatives et économiques qui conditionnent l'usage. Le modèle du comportement planifié d'Ajzen (1985) montre ici ses limites : l'intention ne se traduit pas toujours en action. Les obstacles tels que le coût du matériel, le manque de formation ou la stigmatisation bloquent les processus d'appropriation.

Par ailleurs, l'approche de Granovetter (1973) sur les réseaux sociaux comme vecteurs de lien faible trouve un écho pertinent. WhatsApp est utilisé comme plateforme d'échange, de commerce informel et de soutien communautaire. Cette dynamique montre que les femmes adaptent l'outil à leurs besoins, contournant les usages formels pour en faire des vecteurs de résilience et de solidarité. L'appropriation numérique passe ainsi par une logique d'adaptation et de réinterprétation des technologies.

3.3. Pertinence communicationnelle des usages informels comme source de micro-innovation

L'absence de dispositifs de médiation culturelle et communicationnelle dans la région de Bouaké constitue une limite majeure à l'intégration des femmes dans la sphère numérique. Le numérique, tel qu'il est vécu, reste désincarné des réalités locales. Cette absence de contextualisation produit un écart entre les potentialités théoriques du numérique et ses effets pratiques sur les femmes. La communication pour le développement apparaît ici comme un levier essentiel. Elle permet d'appréhender le numérique comme un espace de médiation, de dialogue et de négociation des représentations.

Les usages informels des TIC, souvent invisibilisés par les statistiques classiques, traduisent en réalité une créativité sociale. Les jeunes femmes transforment WhatsApp, Facebook ou Instagram en outils de micro-entrepreneuriat. Ces pratiques constituent des formes de micro-innovation qu'il convient de reconnaître et de soutenir. Elles illustrent une agentivité féminine

fondée sur l'adaptation, l'expérimentation et la résilience. Leur reconnaissance institutionnelle est un enjeu stratégique pour une autonomisation durable.

3.4. Intégrer le genre dans les réformes institutionnelles

La marginalisation des femmes dans les dispositifs numériques est révélatrice d'un déséquilibre structurel. Comme le souligne Goh (2024), le genre ne doit pas seulement être une variable d'analyse, mais un principe structurant des politiques publiques. Le concept de "genre comme septième pouvoir" incite à penser les inégalités comme des constructions sociales ancrées dans des systèmes de pouvoir. Les politiques numériques doivent intégrer cette perspective pour corriger les déséquilibres d'accès, de représentation et de reconnaissance.

LaRose (2016) rappelle que toute innovation technologique implique une reconfiguration des rapports sociaux. Ainsi, l'inclusion numérique ne peut être effective que si elle repose sur des réformes structurelles, éducatives et institutionnelles. L'État ivoirien, à travers le Ministère de l'Économie (2023), affiche une volonté de modernisation, mais les résultats montrent un déficit d'appropriation dans les zones rurales. Les travaux de Loukou (2012b) soulignent à juste titre que les TIC ne peuvent être comprises comme des outils neutres, mais comme des dispositifs porteurs de valeurs, de normes et de logiques de pouvoir.

3.5. Économie invisible et agentivité cachée : quelles implications pour le développement durable ?

Les femmes sont au cœur de l'économie ivoirienne, mais leur contribution reste peu reconnue. Leur rôle dans l'agriculture, le commerce informel ou les services de proximité est crucial. Pourtant, leur accès à l'information, à la formation et aux ressources reste limité. Les indicateurs de l'Institut National de Statistiques (2021) et d'Ehouman (2024) révèlent une fracture importante entre zones urbaines et rurales. Les politiques de

l'OCDE (2019) ou de l'ONU (1987) restent peu opérationnalisées au niveau local.

L'étude révèle également que les initiatives informelles portées par les femmes ne sont pas suffisamment valorisées. Le mobile money, bien que perçu comme un outil d'inclusion, reste inaccessible à une grande partie des femmes. Les travaux de Sagna (2006), Afrobarometer (2019), GSMA (2020) et Riquet & Bin-Humam (2018) confirment que l'inclusion ne peut réussir que si elle est accompagnée de dispositifs adaptés aux besoins locaux. La théorie de Goh (2024) éclaire ces données en montrant que les femmes doivent être considérées comme actrices de la recomposition numérique.

L'autonomisation par les TIC passe donc par une approche systémique. Il ne suffit pas d'équiper les femmes. Il faut aussi leur donner les moyens de comprendre, de s'approprier et de transformer les outils numériques. Cette vision implique de repenser la gouvernance du numérique à partir des réalités des femmes, de leurs savoirs situés, de leurs aspirations et de leurs contraintes. La durabilité sociale de l'inclusion numérique ne peut être pensée sans une reconnaissance pleine de l'agentivité féminine.

Limites et perspectives de recherche

Cette étude, bien qu'ayant permis de poser des jalons importants, reste circonscrite à la région de Bouaké. Une extension géographique permettrait d'enrichir la diversité des résultats. De plus, une démarche comparative entre milieux urbains, périurbains et ruraux dans différentes régions ivoiriennes, voire uest-africaines, pourrait approfondir la compréhension des logiques différencierées d'appropriation des TIC. Enfin, le recours à des approches qualitatives (ethnographie, récits de vie, focus groups) permettrait de faire émerger des subjectivités féminines souvent absentes des enquêtes quantitatives classiques. Une analyse sectorielle plus ciblée (santé, éducation, commerce, religion)

pourrait également affiner les implications sociales et politiques de l'appropriation numérique.

Conclusion

La réflexion développée dans cet article converge vers un message central clair. Le numérique, loin d'être un simple vecteur de modernisation, se révèle comme un espace de pouvoir, d'inégalités et de renégociation des rapports sociaux (un terrain où les femmes ne peuvent être considérées comme bénéficiaires passives, mais comme actrices plurielles de transformation). L'on y perçoit le fait que les technologies numériques, bien que porteuses de promesses pour l'autonomisation économique des femmes ivoiriennes, n'engendrent des effets réellement inclusifs que lorsqu'elles sont pensées, appropriées et accompagnées selon des logiques sociales, culturelles et structurelles contextualisées.

Les arguments avancés tout au long de l'étude s'articulent autour de plusieurs constats empiriques et théoriques convergents. D'abord, une fracture numérique multidimensionnelle persiste, particulièrement marquée entre les femmes jeunes, connectées mais peu accompagnées, et les femmes adultes ou marginalisées, exclues des dynamiques numériques. Ensuite, les politiques publiques et dispositifs institutionnels, bien qu'orientés vers une inclusion affirmée, peinent à produire des effets structurels durables, notamment en raison d'un déficit de médiation et d'une faible adaptation aux trajectoires éducatives des femmes. Enfin, les pratiques informelles, souvent invisibilisées, traduisent une intelligence de terrain et une capacité d'innovation qui mériteraient une reconnaissance et une valorisation institutionnelle. Au regard des limites méthodologiques, notamment la concentration géographique sur Bouaké et le caractère exploratoire de certains outils d'enquête, nos arguments demeurent fiables car ils reposent sur une triangulation entre données quantitatives, lectures théoriques

critiques et observations empiriques. Ils permettent de valider les hypothèses posées au départ qui stipule que les TIC peuvent effectivement contribuer à l'autonomisation des femmes, mais seulement si les freins éducatifs, normatifs et infrastructurels sont levés. Les objectifs de recherche sont donc atteints, à savoir : identifier les dynamiques d'appropriation des technologies, exposer les obstacles à l'inclusion numérique, et envisager des conditions pour une autonomisation économique durable.

Les recommandations proposées s'inscrivent dans une logique transformatrice. D'une part, il est nécessaire d'institutionnaliser des programmes de formation adaptés aux réalités éducatives, linguistiques et sociales des femmes, notamment en zones rurales et dans le secteur informel. D'autre part, les politiques numériques doivent adopter une lecture genrée et territorialisée des usages, en concevant des outils d'analyse et de suivi intégrant les savoirs féminins situés. En outre, un design participatif des dispositifs d'accompagnement, porté par des relais communautaires, permettrait de réduire les écarts entre usage spontané et accès structuré.

Cette recherche offre ainsi une double portée : d'un côté, une lecture critique des dynamiques genrées de l'inclusion numérique ; de l'autre, des pistes concrètes pour repenser les politiques publiques à partir des usages situés, des obstacles réels et des formes d'innovation portées par les femmes elles-mêmes. Sa visée est à la fois académique et transformationnelle.

Bibliographie

AFROBAROMETER, 2019. Africa's digital gender divide may be widening, Afrobarometer survey finds. Afrobarometer. Disponible sur : <https://www.afrobarometer.org/articles/africas-digital-gender-divide-may-be-widening-afrobarometer-survey-finds/>

BAD (Banque Africaine de Développement), 2015. Lever les obstacles liés à l'inclusion financière, l'autonomisation et l'accès à

la terre des femmes africaines. Groupe Banque Africaine de Développement. Disponible sur : [https://www.afdb.org/fr/news-and-events/...](https://www.afdb.org/fr/news-and-events/)

BALLE Francis, 2014. Les médias : Un quatrième pouvoir ? *Que sais-je ?, 8(3694)*, pp. 94-98.

BANQUE MONDIALE, 2024. Côte d'Ivoire : Vue d'ensemble. World Bank. Disponible sur : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/cotedivoire/overview>

DAGNOGO Laetitia Blama & SAMASSE Arrouna, 2022. Jeunesse de l'Université de Bouaké et socialisation à l'ère de l'Intelligence Artificielle. Communication, technologies et développement, 11. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/ctd/7529> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ctd.7529>

EHouman Adrienne, 2024. Le taux de chômage des jeunes atteint son plus bas niveau depuis 15 ans (OIT). Agence Ivoirienne de Presse. Disponible sur : [https://www.aip.ci/94886/...](https://www.aip.ci/94886/)

FELDMAN Jean-Philippe, 2010. La séparation des pouvoirs et le constitutionnalisme. *Revue française de droit constitutionnel*, 2010/3, n° 83, pp. 483-496.

GOH Tianet Yannick Emmanuel, 2024. Agritech, genre et développement de la production vivrière en Côte d'Ivoire. Thèse de doctorat en Sciences de la communication et développement, Université Alassane Ouattara, Bouaké. Disponible sur : <https://hal.science/tel-05154993v1>

GSMA, 2020. Mapping the mobile money gender gap : Insights from Côte d'Ivoire and Mali. Mobile for Development. Disponible sur : [https://www.gsma.com/...](https://www.gsma.com/)

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUES, 2021. Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 2021), Côte d'Ivoire.

LAROSE Chalmer, 2016. Introduction. Développement et inclusion : Le défi de notre temps. *Revue Interventions économiques*, 56.

- Disponible sur :
<http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2949> ;
DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.2949>
- LOUKOU Alain François**, 2012a. La diffusion de l'Internet en Côte d'Ivoire. *Netcom*, Vol 26 n°(3/4), pp. 307-328.
- LOUKOU Alain François**, 2012b. Les TIC au service du développement en Afrique. *tic&société* Vol 5 n°(2-3). DOI : <https://doi.org/10.4000/ticetsociete.1047>
- MFFE**, 2021. Statistiques relatives à la situation de la femme en Côte d'Ivoire. Direction de la Planification, des Études et de la Documentation, Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant. Disponible sur : [https://famille.gouv.ci/...](https://famille.gouv.ci/)
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE**, 2023. Numérique et autonomisation des femmes en Côte d'Ivoire : Nialé Kaba promeut l'inclusion des femmes. Disponible sur : [https://plan.gouv.ci/...](https://plan.gouv.ci/)
- OCDE**, 2019. Transformation numérique et productivité : Une histoire de complémentarités. Perspectives économiques de l'OCDE, 105(1), pp. 65-100.
- OLIVESI Stéphane**, 2024. La séparation des pouvoirs. Aux origines d'un lieu commun. *Essais*, 21. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/essais/13679> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/essais.13679>
- PITSEYS John**, 2017. Démocratie et citoyenneté. *Dossiers du CRISP*, 88(1), pp. 9-113.
- RAMONET Ignacio**, 2003. Le cinquième pouvoir. *Le Monde diplomatique*, octobre. Disponible sur : <https://www.monde-diplomatique.fr/2003/10/RAMONET/10395>
- RIQUET Corinne & BIN-HUMAM Yasmin**, 2018. Understanding Côte d'Ivoire's Financially Excluded Women. CGAP. Disponible sur : [https://www.cgap.org/blog/...](https://www.cgap.org/blog/)
- SAGNA Olivier**, 2006. La lutte contre la fracture numérique en Afrique : Aller au-delà de l'accès aux infrastructures. *Hermès, La Revue*, 2(45), pp. 15-24.

SCHEEPMANS Lionel, 2021. Le sixième pouvoir. AgoraVox.
Disponible sur : <https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/le-sixieme-pouvoir-233262>

VENDRAMIN Patricia, 2011. TIC et genre : Des regards multiples.
tic&société, Vol. 5, n° 1. <https://doi.org/10.4000/ticetsociete.938>